

Le Mali, 1960-1968

Exporter la Guerre froide dans le pré carré français

MANON TOURON

Résumé

Emporté par le vent des indépendances, l'ex-Soudan français devenu Mali après l'échec de sa Fédération avec le Sénégal proclame son attachement au socialisme, rejoignant ainsi son voisin guinéen. Soumis aux enjeux du pré carré français, le président Modibo Keita prône cependant le non-alignement et le rapprochement avec le bloc soviétique, sans pour autant négliger la main tendue des Américains, devenant à son insu un territoire façonné par les enjeux de la Guerre froide.

Mots clés : Mali – Guerre froide – Non alignement – Relations internationales – Coopération.

Abstract

Mali (1960-1968): Exporting the Cold War into the French Meadow

At the beginning of the 1960's the former French Sudan, that became Mali after the failure of the federation project with Senegal, proclames its alignment with socialism just as Guinea did. Facing the issues of the « pré carré », President Modibo Keita advocates a non-alignment policy and a reconciliation with the Soviet block, without neglecting America's helping hand. Thus Mali became, unwillingly, a territory ruled by the Cold War dynamics. Using standard works like Odd Arne Westad or Zaki Laïdi, the aim of this article is to bring a fresh view on the history of Cold War in Africa, especially in the Sub-Saharan area.

Keywords : *Mali – Cold War – Non Alignment – International Relations – Cooperation.*

La fin de l'époque coloniale en Afrique laisse le continent, riche d'une multitude de nouveaux États indépendants, en proie à l'appétit des deux superpuissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS¹. Le Mali

¹ Le présent article est un résumé du chapitre trois du mémoire « Le Mali (1957-1972) : itinéraire d'un révolté. Indépendance, pré carré et socialisme », rédigé dans le cadre d'un Master 2 sous la direction du professeur Laurence Badel, soutenu en juin 2016 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

s'affranchit très vite de la tutelle de l'ancienne métropole française², et proclame, dans la foulée de son indépendance, son attachement aux valeurs socialistes et aux théories du non-alignement, refusant la logique des « deux blocs ». Ainsi, il s'autorise à accepter toute aide qui vise à encourager et soutenir la construction économique de l'État, évitant le recours au financement de la coopération française. L'expérience socialiste malienne ne tarde pas à réveiller les appétits de l'URSS, qui voit en Modibo Keita, le père de l'indépendance, un allié de poids au cœur de l'Afrique francophone, soulevant les pires craintes au sein de la cellule Foccart. À son insu, les Américains refusent par souci idéologique d'abandonner le pays aux vellétés soviétiques. Le Mali devient-il alors le nouvel enjeu des rivalités Est-Ouest, le « jouet des tendances », ou un savant manipulateur de la coopération internationale, utilisant le non-alignement comme un instrument diplomatique ? En dépouillant les archives inédites de Jacques Foccart, ainsi que les archives du Service historique de la Défense, il s'agit ici d'apporter notre contribution à l'histoire de la Guerre froide en Afrique, avec une étude de cas inédite sur le Mali. Pour étayer le propos, je m'appuierai aussi sur des ouvrages de référence comme *la Guerre froide globale*³, d'Odd Arne Westad, *Les contraintes d'une rivalité, les superpuissances en Afrique* de Zaki Laïdi⁴, ainsi que le récent ouvrage de Pierre-Michel Durand, proposant une fine analyse des relations africano-américaines⁵. Il est également intéressant de comparer cet article avec la lecture de l'article d'André Lewin, « La Guinée et les deux Allemagnes⁶ »,

² Modibo Keita proclame l'indépendance du Mali et réclame dès janvier 1961 le départ des troupes françaises du territoire, rendant caducs les accords de défense signés quelques mois auparavant.

³ Odd Arne Westad, *La Guerre froide globale*, Paris, Payot, 2005.

⁴ Zaki Laïdi, *Les contraintes d'une rivalité, les superpuissances en Afrique (1960-1985)*, Paris, La découverte, 1986.

⁵ Pierre-Michel Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.

⁶ André Lewin, « La Guinée et les deux Allemagnes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 23, 2010, p. 77-99.

pour mettre en lien les relations d'un pays voisin et ami du Mali avec le bloc de l'Est.

Le Mali et le bloc de l'Est : une coopération « tous azimuts »

Encouragée par l'aile marxisante de son parti unique, l'Union soudanaise, le Mali tourne son regard vers l'Est dès 1961, voyant en l'URSS le défenseur des grands idéaux de lutte anticoloniale et communiste qui lui sont chers. Malgré des incursions encore timides en ce début des années soixante, l'URSS faisait de l'élargissement de son influence au sein du Tiers-Monde un élément capital de l'existence du socialisme⁷, et du Mali un centre de rayonnement soviétique possible en Afrique. Suivant les traces de Conakry⁸, Bamako se tourne vers le bloc communiste pour obtenir une aide accrue sur les plans économique, militaire et culturel. Le bloc de l'Est devient un des principaux partenaires commerciaux du Mali, représentant 42,8 % des échanges dans les années 1964-1965, loin devant les États-Unis (2,3 %)⁹.

Les pays satellites de l'URSS entretiennent d'excellentes relations diplomatiques avec le Mali dans les premières années de l'indépendance. La Tchécoslovaquie figure au deuxième rang, derrière l'URSS, pour la coopération avec le régime. Les accords de coopération signés en 1961 mettent en place une assistance technique tchécoslovaque. Plusieurs centaines de techniciens sont envoyés pour la formation de spécialistes en

⁷ *Ibid.*, p. 62.

⁸ Avec la Guinée et le Ghana, le Mali bénéficie entre 1959 et 1964 de près de la moitié des investissements soviétiques en Afrique subsaharienne, soit près de 44,5%.

⁹ Service historique de la Défense (SHD), Archives de l'armée de Terre (AMT), GR 14 S 268, Rapport de fin de mission de Jean d'Escricenne, 15 septembre 1964, 1^{er} novembre 1968.

matière d'aviation civile, et soutiennent le développement d'Air-Mali en fournissant des pièces de rechange. Seul pays industriel développé du bloc de l'Est, la Tchécoslovaquie est un des principaux exportateurs d'armes dans le Tiers-Monde¹⁰. Forte de son influence grandissante auprès du Mali, la Tchécoslovaquie aurait, selon les suspicions françaises, largement incité les dirigeants du pays à créer leur propre monnaie¹¹. Malgré une amorce positive, l'efficacité de ladite coopération peut être discutée. La barrière de la langue serait la première responsable, ainsi que le manque de qualifications reproché aux techniciens. Les tensions croissantes entre les deux partenaires conduisent au désengagement progressif de la Tchécoslovaquie dès le milieu des années soixante.

Les relations avec la République démocratique allemande, troisième partenaire socialiste, revêtent un aspect particulier. En effet, le Mali entretient également de bons rapports avec son homologue allemand, la République fédérale. Bonn se montre particulièrement susceptible à chaque rapprochement de Bamako avec la RDA et menace à plusieurs reprises de stopper sa politique d'assistance au Mali, au nom de la doctrine Hallstein¹². Le Mali refusa ainsi l'installation d'une ambassade à la RDA. Cependant, le pays réussit à établir dès 1961 à Bamako une représentation commerciale qui fit office, par défaut de représentation diplomatique. Selon l'ambassadeur français à Bamako Pierre Pelen, la RDA utilise une politique de séduction diplomatique, pour renforcer son

¹⁰ Petr Zidek, « La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60 », *Cahiers du CEFRES*, 2010, p. 19.

¹¹ Selon les archives, le franc malien est également frappé en Tchécoslovaquie. SHD, AMT, GR 14 S 267, Pelen à Couve de Murville, Aides bilatérales étrangères au Mali, le Mali et les pays d'Europe orientale, Bamako, 17 juin 1966.

¹² Émise par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la RFA, elle proscrivait toute possibilité pour un pays d'entretenir simultanément des relations diplomatiques avec les deux Allemagne, la RFA se réservant le droit de rompre toute relation avec un pays qui agirait comme tel.

prestige extérieur mais aussi pour jouer le rôle de tuteur idéologique vis-à-vis du jeune État socialiste malien¹³.

L'un des terrains de la rivalité sino-soviétique

Fort de son potentiel d'État révolutionnaire, le Mali s'attire les bonnes grâces des deux grands du communisme, à savoir l'Union soviétique et la République populaire de Chine (RPC) dès les premières années de son indépendance. Assistance technique, prêts économiques, échanges culturels, elles se lancent tous azimuts dans une poussée avec le jeune État dès les premières années d'indépendance. Lorsque la fraternité sino-soviétique touche à sa fin en 1962, le Mali se mue malgré lui en laboratoire des dissensions idéologiques des deux pays. Les Soviétiques semblent prêts à tout pour saper l'influence chinoise, en témoigne cette citation de Leonid Brejnev : « Nous préférons nous lier avec nos ennemis, les Américains, si cela était nécessaire, pour empêcher le socialisme chinois de s'imposer dans le monde¹⁴ ». Les dirigeants maliens se montrent très discrets quant au conflit et se gardent de tout commentaire. Les grands gagnants de cet affrontement sont sans conteste les finances maliennes. Tout en flattant l'égo de l'un, puis de l'autre, le Mali conserve des relations au beau fixe avec les deux régimes, en observateur attentif du jeu de concurrence que se livrent les deux puissances, sans jamais l'emporter sur l'autre. Si les Soviétiques ont d'abord le vent en poupe, la tendance dure de l'Union soudanaise tend à pencher vers la coopération chinoise dans les dernières années socialistes.

¹³ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1672, Pierre Pelen à Couve de Murville, Des relations entre le Mali et l'Allemagne de l'Est en 1966, Bamako, 19 janvier 1967.

¹⁴ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, note du SDECE, URSS MALI : Au sujet de la rencontre de Charles Cissoko avec Brejnev et Kossyguine, 26 septembre 1969.

L'ambassade soviétique est ouverte dès le 26 janvier 1961 à Bamako et le premier accord de coopération soviéto-malien est signé le 21 février 1961. *Via* cet accord, Modibo Keita confie à l'URSS la recherche minière sur son territoire. Les Soviétiques prennent ainsi le relais du bureau minier de l'AOF (Afrique Occidentale Française), comblant le vide laissé par la France. La pénétration soviétique en Afrique peut donc être intrinsèquement reliée à la recherche de ressources minières, dans l'espoir de trouver des gisements semblables à ceux du Sahara algérien. Moscou obtient le monopole de la prospection minière : la loi du 31 mai 1963 réserve tout droit de prospection et d'exploitation du sous-sol malien à la SONAREM, Société nationale de recherches et d'exploitations des ressources minières du Mali¹⁵. De nombreuses prospections sont menées dans l'Adrar des Ifoghas, notamment dans le Zgarat et à Tin Raidane. Malgré des fouilles actives entre 1962 et 1968, il ne résulte pratiquement rien de ces huit années. La déception est grande pour les Soviétiques, qui avaient placé beaucoup d'espoirs dans ces prospections, mais aussi beaucoup d'argent. L'URSS participe également à de grands chantiers, tel que le Stade omnisports de Bamako, construction colossale, dont l'architecture est totalement à l'image du régime soviétique. Le régime soutient largement la jeune compagnie aérienne Air-Mali, entièrement équipée d'appareils Iliouchine. L'assistance technique dépêchée sur place est nombreuse ; ainsi en 1963 compte-t-on 280 techniciens russes au Mali.

Mais c'est surtout au niveau de la coopération militaire que l'URSS se distingue. Soucieux d'effacer toute trace de l'armée française, Modibo Keita se tourne vers les pays de l'Est pour former et équiper l'armée nationale. Les clauses de ces accords ayant été tenues secrètes, l'ambassade de France à Bamako n'en a pas eu connaissance et les archives donnent peu de renseignements à ce sujet. L'URSS livre des équipements lourds, blindés, véhicules, aviation. L'armée malienne participe au rayonnement de l'armée soviétique qui supplante l'armée

¹⁵ AN, Fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Louis Dallier à Michel Debré, Huit ans d'assistance technique soviétique au Mali (1961-1969), 23 août 1969.

française. En 1966, on estime qu'une cinquantaine de techniciens militaires soviétiques assurent l'instruction sur les nouveaux matériels livrés et son entretien, et vingt-cinq techniciens militaires pour l'armée de l'Air. Les Soviétiques seraient même allés jusqu'à garantir un soutien sans faille au régime de Modibo Keita, aux termes d'accords secrets grâce auxquels ils pouvaient intervenir à la demande du président en cas de menace endogène¹⁶.

Sur le plan de la coopération culturelle, les Soviétiques participent à la construction de l'École nationale de l'administration de Bamako. L'assistance en personnel reste moindre en comparaison avec la France, sans doute à cause de la barrière de la langue. Le cinéma est également un moteur de la coopération culturelle, et un brillant moyen de diffuser le socialisme soviétique au Mali. Dès 1963, le gouvernement développe un partenariat privilégié avec le bloc communiste, envoyant des étudiants à Moscou pour se former aux techniques du septième art¹⁷.

En regard de cela, il est pertinent d'analyser la portée de la coopération sino-malienne. Le Mali et la Chine se reconnaissent mutuellement le 18 octobre 1960, et la Chine ouvre un mois plus tard un poste de l'agence de presse Chine-Nouvelle à Bamako. D'abord timides, les relations sino-maliennes deviennent, toujours sous l'impulsion de quelques membres de l'Union soudanaise, tout aussi importantes que celles de l'Union soviétique. Le premier contact officiel entre la Chine et la République du Mali date de janvier 1961, avec la mission à Bamako de Lai Ya Li, professeur spécialiste de l'Afrique noire, nommé quelques mois plus tard ambassadeur de Chine à Bamako. Un an exactement après la proclamation de l'indépendance du

¹⁶ Lesdits accords ont été rendus caducs après la chute de Modibo Keita. AN, Fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Note du SDECE, Fiche, URSS MALI : Au sujet de la rencontre de Charles Cissoko avec Brejnev et Kossyguine, 26 septembre 1969.

¹⁷ Gabrielle Chomentowski, « L'expérience soviétique des cinémas africains au lendemain des indépendances », *Le Temps des médias*, n° 26, 2016/1, p. 111-125.

Mali, le premier accord de coopération sino-malien est signé à Pékin. Comme les Soviétiques, la Chine accorde un prêt sans intérêt au Mali, servant notamment à financer plusieurs réalisations de l'Office du Niger¹⁸. La visite en 1964 de Chou En Lai, Premier ministre de la RPC participe du renforcement de l'amitié sino-malienne. Trois autres accords sont signés par la suite, le 3 novembre 1964, le 18 novembre 1966, et le dernier, peu de temps avant la chute de Modibo Keita, le 24 mai 1968.

La coopération chinoise est axée sur l'Office du Niger¹⁹. Réalisation française datant de la colonisation, elle est nationalisée lors de l'indépendance du Mali. La Chine fournit une assistance technique nombreuse visant à développer la production sucrière, et aussi la riziculture. À l'inverse de la recherche minière, la coopération agricole sino-malienne est un net succès. Largement dominé par l'URSS, le domaine militaire est quelque peu délaissé par la coopération chinoise, qui n'entend pas faire concurrence à son rival soviétique sur ce terrain, faute du savoir-faire nécessaire. La Chine se contente de fournir quelques armes et vêtements pour l'armée malienne, particulièrement pour la milice, mise en place en 1967²⁰. Des accords secrets auraient été signés entre la RPC et le Mali, prévoyant un encadrement par des techniciens chinois de la milice, et l'armement intégral de cette dernière²¹. Par la suite, l'armée aurait été dissoute, et le personnel militaire étranger supprimé. La mise en place de cette nouvelle milice devait avoir lieu entre janvier et décembre 1968, afin d'accentuer son pouvoir et celui du parti unique. Certains capitaines de l'armée ayant eu écho de ces projets, ils décidèrent, portés par leur leader

¹⁸ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Louis Dallier à Maurice Schumann, Sept ans de coopération sino-malienne, 1^{er} août 1969.

¹⁹ Réalisation française datant de la colonisation, l'Office du Niger était alors une vaste surface de cultures irriguées, destinée à la production du coton. Elle est nationalisée lors de l'indépendance du Mali en 1960, et réorientée vers la culture du riz.

²⁰ *Ibid.*

²¹ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, note du SDECE, Des accords secrets entre Modibo Keita et la RPC, 7 janvier 1969.

le capitaine Moussa Traoré, d'avancer le coup d'État²² de deux mois, initialement prévu pour la fête de l'armée, en janvier.

La particularité de la coopération sino-malienne tient dans l'engagement politique et propagandiste déployé par la Chine pour renforcer le socialisme malien et l'emprise du parti qui, au vu des archives, semble bien plus développé et pressant que son homologue soviétique. La signature des accords franco-maliens de 1967 déplaît fortement au gouvernement de Pékin. À l'issue des entretiens sino-maliens de Pékin en août 1967, les Chinois auraient conseillé à la délégation malienne, dans le but de préserver leur indépendance, de rompre les accords avec la France pour éliminer toute présence et influence occidentale qui pourrait porter atteinte à la construction socialiste : « Dans cette lutte, nous devons constituer un front uni anti-impérialiste et anticolonialiste. Les impérialistes veulent compromettre votre indépendance. Ils veulent transformer votre pays en un pays comme le Sénégal, comme la Côte d'Ivoire²³ ». Ils insistent particulièrement sur les sociétés d'État, une partie de l'assistance technique chinoise étant destinée à l'aide de la gestion de ces sociétés. Malgré l'audience dont dispose la Chine au Mali, il est intéressant de constater que les pressions chinoises n'ont guère influencé le Mali qui signe en décembre 1967 de nouveaux accords avec la France.

Sur le plan culturel, la Chine reçoit plusieurs délégations maliennes à Pékin, comme en mai 1963, et installe plusieurs expositions à Bamako, reflétant la plupart du temps un idéal socialiste, et surtout l'exaltation du communisme chinois en la personne de Mao Zedong. L'exposition chinoise à Bamako en janvier 1968 est décrite comme « une vaste campagne idéologique sous le couvert d'une exposition commerciale, opération de

²² Le 19 novembre 1968, une junte militaire avec à sa tête Moussa Traoré, jeune officier formé à Fréjus en France, renverse Modibo Keita et met un terme au régime socialiste malien.

²³ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, note d'information, Les entretiens sino-maliens de Pékin, 24 août 1967.

charme dans un climat idéaliste d'amitié militante entre les peuples sino-maliens²⁴ ».

Le dernier coup d'éclat de la diplomatie chinoise fut l'invitation d'une délégation conjointe de la Guinée et du Mali. Le but est d'obtenir la construction d'une voie ferrée reliant Bamako à Conakry, « capitales de l'Afrique socialiste », pour renforcer la présence chinoise en Afrique subsaharienne et détourner subtilement les débouchés commerciaux maliens habituellement dirigés vers Dakar ou Abidjan. Un accord de principe est signé avec les autorités chinoises, qui posent néanmoins des conditions quant au montant du financement : attitude des dirigeants envers la France, accélération du mouvement de révolution culturelle au Mali, augmentation du nombre d'experts chinois sur le territoire²⁵ ... Ces conditions paraissent trop lourdes pour le Mali. Ce grand projet ferroviaire est passé aux oubliettes avec le coup d'État de novembre 1968.

L'Occident en demi-teinte

Dès 1959, les services secrets français décèlent dans la pénétration communiste en Afrique francophone un problème tangible. De fait, le SDECE, Service de documentation extérieur et de contre-espionnage, établit dès septembre 1959 un important dossier intitulé « L'action du communisme en Afrique²⁶ ». Ce rapport jette les bases de la lutte contre la pénétration communiste dans le pré carré foccartien, et témoigne de la

²⁴ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Pelen à Couve de Murville, L'exposition chinoise à Bamako, 30 janvier 1968.

²⁵ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Télégramme de l'ambassadeur Pierre Cerles à Pékin, 29 mai 1968.

²⁶ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 329, L'action du communisme en Afrique, SDECE, septembre 1959.

paranoïa qui s'empare du renseignement français. Relation marginale certes mais effective dans les enjeux de la Guerre froide, la relation américano-malienne s'engage elle aussi sur fond de paranoïa anti-communiste. La complexité tient à ce que l'Afrique n'a jamais constitué pour les États-Unis un enjeu vital, sinon tout au plus une sphère d'influence notable. Souffrant d'une étroite association avec le capitalisme jadis pratiqué par les coloniaux, les États-Unis sont aux antipodes des valeurs prônées par le régime malien. Ainsi, l'aide américaine reste discrète et secondaire par comparaison avec celle des pays de l'Est et n'est guère vantée par les organes de presse de l'Union soudanaise ou par Radio-Mali.

Malgré son faible intérêt stratégique, le Mali bénéficie de l'assistance technique américaine. Se voyant comme de deuxième rang par rapport aux anciennes métropoles²⁷, un complément de la lutte anticommuniste, les États-Unis organisent des stages de formation pour les parachutistes maliens en avril 1966 sans toutefois concurrencer la mainmise soviétique. L'assistance technique se résume en 1968 à huit experts en poste au Mali : un pour l'aviculture, cinq dans l'enseignement et deux dans les services de santé²⁸. L'une des aides américaines les plus significatives est le programme *Food for Peace*²⁹ déclenché en 1965, visant à combler les pénuries alimentaires fréquentes du pays. Le faible potentiel économique du pays n'attire pas les capitaux américains et l'échec de la prospection minière de l'URSS semble confirmer le déficit de ressources du pays. Si la propagande communiste se fait de plus en plus pressante, « l'intérêt que porte l'Amérique à un pays comme celui-ci, déshérité et situé au Sahara

²⁷ Marine Lefèvre, *Le soutien américain à la Francophonie, Enjeux africains, 1960-1970*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 65.

²⁸ AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Pierre Pelen à Michel Debré, L'aide américaine au Mali, Bamako, 17 décembre 1968.

²⁹ Le programme est proposé sous forme de dons, prêts ou ventes en monnaie locale. Il constitue également un moyen efficace pour les États-Unis d'écouler son surplus agricole sur les marchés étrangers, empêchant ainsi la chute des valeurs agricoles.

est appelé à décroître »³⁰. Une affaire d'espionnage vient ternir les relations américano-maliennes en février 1966. Les services de renseignements américains *via* un sous-officier de l'armée malienne récoltaient des informations et des documents de l'État-major³¹. Aussitôt la supercherie découverte, le sous-officier fut immédiatement jeté en prison et jugé pour trahison. S'il ne manque pas de refroidir les relations entre les deux pays, cet incident diplomatique atteste l'intérêt des États-Unis pour les affaires intérieures maliennes et, plus généralement, le rayon d'action de la CIA dans le monde entier. À la fin de l'année 1966, des rapports de l'ambassade de France à Bamako soulignent le déclin de l'aide américaine au Mali qui tendrait même à supprimer l'assistance technique militaire sur le long terme. En mars 1967, un télégramme de l'ambassadeur des États-Unis à Bamako annonce la réduction de l'assistance technique militaire, le dernier geste étant la livraison de deux avions C47 malgré une amélioration des relations Washington-Bamako³². Déçus par le faible potentiel économique du pays, une politique de non-alignement confuse de la part des dirigeants, les États-Unis se désintéressent progressivement du Mali.

Mettant à profit les prétentions idéologiques des blocs belligérants de la Guerre froide, le Mali bénéficie d'une assistance économique variée, tout en subissant une propagande tous azimuts. Si la coopération avec le bloc de l'Est semble plus aboutie à tous les niveaux, l'aura communiste tend à se ternir au fil des années. La coopération avec les pays communistes se révèle décevante, provoquant la désillusion d'une partie de l'Union soudanaise. En tentant à tout prix de s'annihiler réciproquement, l'URSS et la RPC contribuent à la perte de l'influence communiste au Mali, alors que

³⁰ AN, fonds Foccart, 5 AG F/1672, Télégramme de Pelen, Les relations américano-maliennes, Bamako, 4 février 1967.

³¹ SHD, AMT, GR 14 S 267, Pelen à Couve de Murville, Les problèmes de sécurité intérieure au Mali, 14 février 1966.

³² AN, fonds Foccart, 5 AG F/ 1676, Télégramme de l'ambassadeur Moore, Bamako, 9 mars 1967.

la France revient sur la scène politique malienne en volant au secours du franc malien en 1967. Les accords auraient, somme toute, pu être différents si l'URSS et la Chine avaient œuvré ensemble pour tenir en échec les négociations franco-maliennes de 1967. La chute de Modibo Keita marque le coup d'arrêt ou, du moins, la mise en sommeil des relations soviéto-maliennes et sino-maliennes au profit d'un rapprochement avec l'Occident. Face à cet échec, l'URSS et la RPC mettent leur querelle de côté afin de conquérir le nouveau régime militaire.